



Assemblée générale

Distr. générale

18 août 2021

Français

Original : anglais/arabe/espagnol

Soixante-seizième session

Point 37 de l'ordre du jour provisoire*

La situation au Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport contient les réponses à la note verbale du Secrétaire général datée du 24 mai 2021 concernant l'application des dispositions pertinentes de la résolution [75/24](#) de l'Assemblée générale, intitulée « Le Golan syrien ».

* [A/76/150](#).



I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution [75/24](#) de l'Assemblée générale. Dans ladite résolution, qui porte sur le Golan syrien, l'Assemblée générale a exigé une fois de plus qu'en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, Israël se retire de tout le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.

2. Le 24 mai, pour pouvoir faire rapport à l'Assemblée comme elle me l'avait demandé dans sa résolution [75/24](#), j'ai adressé au Représentant permanent d'Israël, aux représentants permanents de tous les autres États Membres et à l'Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, une note verbale dans laquelle je les priais de me faire part des mesures que leur gouvernement avait prises, ou envisageait de prendre, pour donner suite aux dispositions pertinentes de cette résolution. Au 12 juillet 2021, des réponses avaient été reçues de l'Argentine, du Royaume de Bahreïn, de Cuba, de la République populaire démocratique de Corée, de l'Équateur, de l'Iraq et de la République arabe syrienne. Le texte de ces réponses est reproduit ci-après.

II. Réponses reçues

Argentine

[Original : espagnol]

Le Gouvernement argentin se déclare une nouvelle fois convaincu que la question de l'occupation du Golan syrien ne peut se régler définitivement que par la voie de la négociation entre les parties, conformément aux résolutions [242 \(1967\)](#) et [338 \(1973\)](#) du Conseil de sécurité et réaffirme que le fait de reconnaître des territoires occupés en violation du droit international constitue une entrave à ladite solution.

Royaume de Bahreïn

[Original : arabe]

- Bahreïn réaffirme la résolution 4126 du 13 février 1982 adoptée par le Conseil de la Ligue des États arabes réuni au niveau ministériel et celles que le Conseil a adoptées par la suite, dont la plus récente est la résolution 8535 adoptée à sa 154^e session le 9 septembre 2020, ainsi que les résolutions des sommets arabes, dont la plus récente est la résolution 750 du Sommet de Tunis (30^e session ordinaire), adoptée le 31 mars 2019. Dans toutes ces résolutions, l'ensemble des mesures prises par les autorités israéliennes afin de modifier le statut juridique, le caractère physique et la composition démographique du Golan arabe syrien occupé ont été rejetées, celles visant à y asseoir sa domination considérées comme illégales, nulles et non avenues et comme une violation des conventions internationales, de la Charte des Nations Unies et des résolutions des organes de l'ONU, notamment de la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil de sécurité et de la résolution [36/226](#) de l'Assemblée générale du 17 décembre 1981 dans laquelle l'Assemblée générale déclare que l'annexion du Golan arabe syrien occupé est nulle et non avenue et qu'elle constitue une violation grave de la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil de sécurité, ainsi que des résolutions de l'Assemblée générale [64/21](#) du 2 décembre 2009, [65/18](#) du 30 novembre 2010, [65/106](#) du 10 décembre 2010 et [66/19](#) du 30 novembre 2011, et de ses résolutions suivantes dont les plus récentes sont la résolution [75/99](#) du 10 décembre 2020, concernant

le Golan syrien occupé, et la résolution 75/97 du 10 décembre 2020, concernant les colonies de peuplement israéliennes dans le Golan syrien occupé.

- Bahreïn appuie la demande légitime et le droit de la République arabe syrienne de recouvrer la totalité du Golan arabe syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, sur la base des principes du processus de paix et des résolutions de la légitimité internationale, ainsi que des progrès accomplis dans le cadre de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient de 1991.
- Bahreïn réaffirme que la poursuite de l'occupation du Golan arabe syrien depuis 1967 constitue une menace permanente contre la paix et la sécurité dans la région et dans le monde. Il demeure attaché aux résolutions successives de la légitimité internationale, dont les plus récentes sont les suivantes : la résolution 75/99 de l'Assemblée générale du 10 décembre 2020 concernant le Golan syrien occupé, dans laquelle celle-ci a réaffirmé que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, était applicable au Golan syrien occupé et que l'imposition par Israël de ses lois, de sa juridiction et de son administration au Golan syrien occupé était nulle et non avenue et sans validité aucune ; la résolution 74/90 du 13 décembre 2019 concernant le rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés, intitulée « Le Golan syrien occupé », dans laquelle l'Assemblée générale a demandé à Israël de renoncer à modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut juridique du Golan arabe syrien occupé et considéré que toutes les mesures et décisions législatives et administratives qui avaient été prises ou seraient prises par Israël pour modifier le caractère et le statut juridique du Golan arabe syrien occupé étaient nulles et non avenues, constituaient une violation flagrante du droit international et de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; la résolution 75/97 du 10 décembre 2020 intitulée « Les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé », dans laquelle l'Assemblée générale a affirmé que le transfert par la Puissance occupante d'une partie de sa propre population civile dans le territoire qu'elle occupait n'était pas valide et constituait une violation de la quatrième Convention de Genève, et réaffirmé que les implantations israéliennes étaient illégales et constituaient un obstacle à la paix et au développement économique et social et une violation du droit international.
- Bahreïn condamne les pratiques israéliennes dans le Golan arabe syrien occupé, notamment sa mainmise sur les terres agricoles et leur confiscation, ainsi que le pillage des ressources naturelles, dont les richesses souterraines, par l'exploration pétrolière et l'extraction de pétrole au profit de l'économie israélienne, l'épuisement des ressources en eau résultant du forage de puits, de la construction de barrages, du détournement des eaux des lacs au profit des colons et de l'interdiction faite aux agriculteurs syriens d'exploiter les sources d'eau les plus importantes pour irriguer leurs terres et abreuver leur bétail. Il considère que ces richesses sont la propriété exclusive des habitants du Golan arabe syrien occupé, comme le confirment les conventions, instruments et résolutions de la légitimité internationale.
- Bahreïn réitère la position arabe de solidarité avec la République arabe syrienne et condamne les violations israéliennes constantes, les tentatives répétées d'imposer par la force une politique du fait accompli dans le Golan arabe syrien occupé, la confiscation de milliers de dounoums de terres agricoles appartenant à la population du Golan en vue d'y mettre en place un projet de parc éolien à

des fins de colonisation. Ce projet destructeur réalisé aux environs de villages arabes dans le Golan constitue un grave danger pour la santé et l'environnement et couvre de vastes surfaces agricoles appartenant à la population de ces villages. Il étouffe les villages et limite leur capacité d'expansion naturelle. Bahreïn condamne également les attaques israéliennes répétées dont est la cible la population du Golan, réprimée lors de manifestations pacifiques visant à dénoncer ce projet qui met en péril ses terres et les générations présentes et futures. Il invite la communauté internationale à rejeter ces mesures hostiles et illégales et à s'employer activement à les condamner et à amener Israël à y mettre fin.

- Bahreïn invite instamment la communauté internationale à amener Israël à mettre fin à ses violations contre la population du Golan arabe syrien occupé et à donner suite aux recommandations formulées par l'Assemblée mondiale de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé dans le rapport A71/27, publié le 18 mai 2018, concernant la situation sanitaire dans le Golan arabe syrien occupé et à exiger d'Israël, conformément au droit international, qu'il facilite les procédures permettant l'accès de tous les malades aux soins et le libre accès des ambulances sans délai indu et garantissant que le personnel de santé puisse se rendre sans entrave sur son lieu de travail, et se conforme à la résolution 2286 (2016) dans laquelle sont rappelées les règles du droit international qui concernent la protection des blessés et des malades, du personnel médical et des agents humanitaires, de leurs moyens de transport et des installations médicales qu'ils utilisent.
- Bahreïn demande instamment à la communauté internationale d'amener Israël à renoncer à imposer aux citoyens syriens du Golan arabe syrien occupé la nationalité israélienne et des cartes d'identité israéliennes, et à renoncer à ses mesures de répression à leur égard ainsi qu'à toutes les autres pratiques qui les empêchent de jouir de leurs droits fondamentaux et de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.
- Bahreïn condamne toutes les mesures prises par les autorités d'occupation israéliennes, qui ont imposé des élections locales dans le Golan arabe syrien occupé et tenté d'y imposer l'identité israélienne. Il considère que ces pratiques sont dirigées contre la population du Golan en vue de la priver de son identité arabe syrienne et de l'obliger à renoncer à son héritage, son histoire et sa patrie et constituent clairement une agression qui viole les règles du droit international et les résolutions de la légitimité internationale sur la question. Il rappelle à Israël qu'une telle démarche risque d'intensifier le conflit et de compromettre l'ensemble des initiatives et efforts internationaux visant à instaurer la paix et la sécurité dans la région.
- Bahreïn invite instamment l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité et le Conseil des droits de l'homme à veiller au respect par Israël de la quatrième Convention de Genève et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à faire en sorte que les habitants du Golan arabe syrien occupé puissent plus facilement rendre visite à leur famille et à leurs proches en Syrie, leur mère patrie, par le point de passage de Qouneïtra, sous la supervision du Comité international de la Croix-Rouge.
- Bahreïn réaffirme l'ensemble des résolutions de la légitimité internationale concernant le Golan arabe syrien occupé, notamment les résolutions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en particulier les deux plus récentes, adoptées à sa quarantième session, le 22 mars 2019. Dans l'une, le Conseil a dénoncé les violations commises par les autorités d'occupation israéliennes dans le Golan arabe syrien occupé et engagé Israël à se conformer aux résolutions internationales pertinentes, en particulier la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité dans laquelle celui-ci a rejeté la décision d'Israël d'imposer ses lois au

Golan arabe syrien occupé, considérée comme nulle et non avenue et sans effet juridique. Dans l'autre, concernant les colonies de peuplement israéliennes dans le Golan arabe syrien occupé, le Conseil des droits de l'homme a réaffirmé que les colonies de peuplement israéliennes implantées depuis 1967 étaient illégales.

- Bahreïn demande que les résolutions de l'ONU relatives au retrait complet d'Israël du Golan arabe syrien occupé et de tous les autres territoires arabes occupés jusqu'à la ligne du 4 juin 1967 soient appliquées.

Cuba

[Original : espagnol]

La République de Cuba a condamné dans les termes les plus fermes, à plusieurs reprises et à différentes tribunes, le fait que le Gouvernement des États-Unis a reconnu unilatéralement la souveraineté d'Israël sur le Golan syrien, ce qui entre en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité sur la question, notamment la résolution 497 (1981).

Cet acte hostile, unilatéral et sans fondement auquel s'est livré le Gouvernement des États-Unis au Moyen-Orient porte gravement atteinte aux intérêts légitimes du peuple syrien et engendre une escalade dangereuse dans la région.

Le Conseil de sécurité doit s'acquitter de la responsabilité première qu'il tient de la Charte des Nations Unies : préserver la paix et la sécurité internationales ; exiger d'Israël qu'il se retire immédiatement du plateau du Golan et adopter les décisions qui s'imposent pour rejeter l'appui unilatéral apporté par le Gouvernement des États-Unis à Israël dans ses tentatives d'annexion du Golan syrien occupé.

La République de Cuba continuera de réclamer qu'Israël se retire complètement et sans condition du Golan syrien et de tous les territoires arabes occupés et, en parallèle, de soutenir le Gouvernement de la République arabe syrienne, qui exige que le plateau du Golan, usurpé par Israël en 1967, lui soit restitué.

La République de Cuba réaffirme son attachement à la défense du multilatéralisme ainsi qu'aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, notamment le respect de l'égalité souveraine des États, de leur indépendance politique, de leur unité et de leur intégrité territoriale ; le règlement pacifique des différends et le renoncement, dans les relations internationales, à l'emploi ou à la menace de l'emploi de la force.

République populaire démocratique de Corée

[Original : anglais]

La République populaire démocratique de Corée se déclare, par la présente, profondément inquiète du fait que certaines forces tentent actuellement de légitimer l'occupation israélienne du Golan syrien.

Les pratiques et les actes d'Israël consistant à construire et à étendre sans cesse les colonies dans le Golan syrien occupé et à porter atteinte aux droits du peuple syrien constituent une atteinte grave à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, ainsi qu'une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international.

La République populaire démocratique de Corée s'oppose résolument à l'occupation et à l'annexion du Golan syrien par Israël et exprime son soutien sans réserve et sa solidarité au Gouvernement et au peuple de la République arabe syrienne

dans leur lutte pour reconquérir le Golan syrien occupé, sauvegarder la souveraineté du pays et garantir son intégrité territoriale.

Équateur

[Original : anglais]

L'Équateur a ratifié, de manière permanente, le principe fondamental de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies, en accord parfait avec les dispositions de la résolution susmentionnée. Dans le même ordre d'idée, il importe que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, s'applique au Golan syrien occupé.

L'Équateur réaffirme ce qui a été dit dans la résolution 75/24 de l'Assemblée générale, à savoir que l'occupation du Golan syrien et son annexion de facto constituent un obstacle à l'instauration d'une paix juste, globale et durable dans la région, et a perpétué l'appel qu'il lance continuellement aux parties pour que celles-ci retournent à la table des négociations et respectent toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Iraq

[Original : arabe]

1. L'Iraq appuie la résolution 75/24, intitulée « Le Golan syrien », que l'Assemblée générale a adoptée en 2020 et que tous les États Membres de l'ONU doivent appliquer. Il affirme que toutes les mesures et décisions prises par l'entité israélienne pour modifier le statut juridique, le caractère physique et la composition démographique du Golan syrien occupé ou sa structure institutionnelle, ainsi que les mesures que celle-ci prend en vue d'y imposer sa juridiction et son administration, notamment l'établissement et l'expansion des colonies israéliennes dans le Golan syrien occupé depuis 1979, sont sans effet juridique. Ces mesures constituent des violations flagrantes du droit international, des conventions internationales, de la Charte des Nations Unies et des résolutions des organes de l'ONU.
2. L'Iraq souligne l'importance que revêtent les buts et principes des Nations Unies, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et l'application des résolutions internationales concernant le Golan.
3. L'Iraq réaffirme son rejet des campagnes de colonisation et des projets d'investissement menés par l'entité israélienne sur le territoire occupé ainsi que les politiques visant à asphyxier la population locale sur le plan économique.
4. L'Iraq affirme le droit des personnes déplacées de retourner dans leurs foyers et de recouvrer leurs biens. Il souligne également le caractère illégitime des mesures prises par l'entité israélienne, qui impose ses lois et sa législation sur les territoires qu'elle occupe, notamment dans le Golan syrien, et rejette catégoriquement les élections locales organisées par les autorités d'occupation israéliennes dans le Golan. Il importe que les dispositions de la quatrième Convention de Genève soient respectées.
5. L'Iraq prend note avec préoccupation des rapports de l'ONU faisant état de l'ampleur des souffrances du peuple syrien dans le Golan et demande que l'Organisation joue son rôle, en mettant fin à ces souffrances ainsi qu'à l'occupation illégale.

République arabe syrienne

[Original : arabe]

1. Depuis qu'Israël a pris possession du Golan arabe syrien en 1967, la communauté internationale a maintes fois rejeté cette occupation et exhorté la Puissance occupante à se retirer de l'ensemble du Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967. Dans sa résolution [75/24](#) du 2 décembre 2020, intitulée « Le Golan syrien », l'Assemblée générale a, entre autres, exigé une fois de plus qu'en application des résolutions de l'ONU sur la question, Israël se retire de tout le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.

Dans sa résolution intitulée « Le Golan syrien occupé », elle a demandé à Israël, Puissance occupante, de se conformer aux résolutions des organes de l'ONU concernant le Golan syrien occupé, en particulier la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil de sécurité, dans laquelle la décision prise par Israël le 14 décembre 1981 d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration au Golan syrien occupé est déclarée nulle et non avenue et parfaitement illégale. L'Assemblée a également exigé qu'Israël rapporte sans délai cette décision.

2. Le Gouvernement syrien souligne que le Golan arabe syrien occupé fait partie intégrante du territoire de la République arabe syrienne et que le reprendre aux mains de l'occupant israélien par tous les moyens prévus par le droit international est un droit éternel qui ne sera ni bradé, ni abandonné ni sujet à prescription, et que le Golan est et restera un territoire arabe syrien.

3. Israël occupe le Golan syrien depuis 54 ans et, dans de multiples résolutions de la légitimité internationale, il a été demandé à Israël, Puissance occupante, de mettre un terme à son occupation du Golan syrien ainsi qu'à ses violations flagrantes des normes et instruments internationaux. Pourtant, à ce jour, Israël refuse d'appliquer ces résolutions et continue d'occuper le Golan syrien, se soustrayant à toute responsabilité grâce à la protection offerte par certains États membres du Conseil de sécurité.

4. Le Gouvernement de la République arabe syrienne dénonce les politiques d'établissement de colonies de peuplement qu'Israël mène dans le Golan syrien occupé, au mépris total des résolutions du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme sur la question. Dans leurs résolutions, ces organes ont réaffirmé le caractère illégal de l'établissement de colonies et des autres activités entreprises par Israël dans le Golan syrien occupé et ont demandé une nouvelle fois à Israël de renoncer à modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut juridique du Golan syrien occupé, et en particulier de renoncer à y établir des implantations. La Puissance occupante israélienne a décidé d'établir la colonie Trump et, en coopération avec l'unité des implantations de l'Agence sioniste, le conseil régional a commencé à mettre en place les infrastructures et les équipements sociaux requis pour accueillir 20 familles aux mois de décembre 2020 et de janvier 2021, preuve supplémentaire que la politique d'expansion des implantations israéliennes dans le Golan syrien occupé se poursuit, sur les ruines des villages syriens que les autorités d'occupation ont détruit en vue d'effacer toute trace de la présence syrienne et des villages syriens.

5. Le Gouvernement de la République arabe syrienne condamne également l'ensemble des pratiques et des agissements d'Israël, Puissance occupante, qui visent à contrôler et à piller systématiquement les ressources naturelles du Golan syrien occupé, en violation flagrante du principe de la souveraineté permanente des peuples sous occupation étrangère sur leurs ressources, ainsi que de la résolution [497 \(1981\)](#) du Conseil de sécurité et de la résolution [75/236](#) du 21 décembre 2020 de l'Assemblée générale intitulée « Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire

palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles ». Israël continue de détourner les ressources naturelles dans le Golan syrien occupé et d'empêcher la population syrienne vivant sur ce territoire d'en tirer avantage.

6. Depuis 1967, Israël, Puissance occupante, s'emploie à confisquer les terres des habitants arabes syriens et à incendier délibérément les terres agricoles et les arbres fruitiers, en y lançant des bombes incendiaires, en vue de contraindre la population à quitter ces terres. Par ailleurs, la Puissance occupante mène des projets servant ses intérêts, en particulier dans le nord du Golan occupé, un couloir éolien qui constitue donc une source d'énergie. Toujours en violation des résolutions de la légitimité internationale, Israël, Puissance occupante, poursuit ses politiques visant à grignoter les terres et à contrôler et piller les ressources du Golan arabe syrien occupé. Il dépossède les habitants de leurs biens et de leurs terres pour y installer un énorme parc éolien. Notre peuple, qui souffre de l'occupation, s'est opposé à ce projet dans le cadre d'un vaste mouvement populaire que les forces d'occupation ont réprimé avec une violence sans précédent. Plusieurs personnes ont été blessées et un certain nombre d'autres arrêtées.

7. Le Gouvernement de la République arabe syrienne dénonce l'intensification des violations et des pratiques imputables à l'occupation israélienne dont sont victimes les Syriens arabes dans le Golan syrien occupé depuis qu'en mars 2019 le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a reconnu l'annexion par Israël du Golan syrien occupé. Cette déclaration illégale est clairement contraire aux règles du droit international, à la quatrième Convention de Genève et à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité, dans laquelle il est précisé que la décision prise par Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration dans le Golan syrien occupé est nulle et non avenue et sans effet juridique sur le plan international. Elle constitue également une violation des résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Conseil des droits de l'homme se rapportant au Golan syrien occupé. Le Gouvernement syrien rejette catégoriquement les propos tenus à cet égard par le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, Anthony Blinken, qui s'inscrivent dans le cadre de l'appui que les États-Unis continuent d'apporter à la Puissance occupante israélienne. Les politiques menées par les États-Unis d'Amérique représentent une tendance dangereuse. Elles bafouent le droit international, infligent un affront à l'ONU et font fi de l'ensemble des paramètres, du patrimoine juridique et des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale relatives au conflit israélo-arabe ainsi que de la nécessité absolue pour Israël de mettre fin à son occupation de territoires arabes et de s'en retirer jusqu'à la ligne du 4 juin 1967.

8. Dans le cadre de leurs politiques systématiques destinées à arracher la population du Golan syrien occupé à ses terres, les autorités d'occupation israéliennes ont délivré à l'entreprise israélienne Energix des permis afin que celle-ci puisse installer des dizaines de turbines de production d'énergie éolienne sur des terres agricoles appartenant à des Syriens du Golan occupé. Elles ont annoncé que ce parc éolien occuperait une surface de 6 000 dounoums de terres agricoles, appartenant à des Syriens, situées aux environs de villages du Golan occupé, malgré la protestation massive et incessante de la population syrienne du Golan, opposée à ce projet, qui limite la capacité d'expansion des villages occupés, confine la population locale dans des zones résidentielles étouffantes et denses, et entraîne des dommages considérables et durables pour la santé, l'environnement et l'agriculture dans la région du Golan syrien et les moyens d'existence de ses habitants et de leurs familles.

9. Le Gouvernement de la République arabe syrienne réprouve la pression qu'Israël, Puissance occupante, exerce sur les étudiants syriens qui étudient en Europe et viennent passer leurs vacances dans le Golan occupé, les forçant à accepter de

recevoir la citoyenneté israélienne ou les menaçant de les empêcher de se rendre en Europe pour y terminer leurs études.

10. Les Syriens du Golan occupé ont annoncé une grève générale début février 2020. Ils protestaient contre le projet israélien d'installation d'éoliennes sur leurs terres qui constituerait un danger pour l'environnement, la santé et leur existence et endommagerait plus de 3 600 dounoums de terres agricoles et de vergers de pommiers et de cerisiers. Ils ont exprimé leur colère et dénoncé le projet lors de manifestations face auxquelles les autorités d'occupation israéliennes ont intensifié leurs pratiques, oppression, menaces et poursuites à l'encontre de la population du Golan opposée à ce projet, notamment des enseignantes et des enseignants. Des procédures judiciaires ont été engagées contre les personnes qui s'étaient opposées au projet en raison de leurs positions et activités à cet égard. Les autorités d'occupation israéliennes ont arrêté des citoyens arabes syriens en raison de leur opposition à l'installation des éoliennes. Le 9 décembre 2020, les Syriens du Golan ont annoncé une grève générale et se sont rendus sur les terres où les éoliennes devaient être installées. Ils s'y sont déployés pour barrer la route aux autorités d'occupation israéliennes et les empêcher d'exécuter leur plan expansionniste sur leur propriété privée et sur les terres agricoles qui leur appartenaient. L'armée d'occupation israélienne a réprimé, terrorisé et arrêté arbitrairement des manifestants, dont des dizaines ont été blessés, des balles et des gaz lacrymogènes ayant été utilisées contre eux, et des dizaines d'autres arrêtés. Outre ces pratiques, les autorités d'occupation israéliennes ont poussé les habitants des villages syriens occupés à accepter des documents délivrés par le « bureau israélien du cadastre » et destinés à remplacer les titres de propriété enregistrés en Syrie, leur mère patrie. Ces villageois ont fait l'objet de menaces de confiscation de ces terres, une pratique visant à judaïser le territoire en imposant des « documents israéliens » de remplacement. Dans le village de Aïn Qouniyé et dans la zone industrielle située sur les terres du village de Majdal Chams, il leur a été demandé de remettre des titres et certificats de propriété qu'ils avaient hérités de leurs parents et grands-parents. D'autres villages du Golan syrien occupé seront à leur tour concernés par cette pratique. Les autorités d'occupation israéliennes ont également menacé de confisquer des terres à leurs véritables propriétaires pour les céder aux colons israéliens si les premiers n'acceptaient pas les titres de propriété israéliens. Dans le cadre de l'action qui s'est intensifiée ces dernières années, les autorités d'occupation israéliennes avaient déjà tenté d'imposer leurs décisions, à savoir l'organisation d'élections aux conseils locaux dans le Golan syrien le 30 octobre 2018. Par un refus catégorique, les habitants du Golan ont fait échec à cette tentative, boycottant ces élections, les candidatures comme le scrutin, car ils considéraient qu'il s'agissait d'une nouvelle tentative de légitimation de l'occupation et de l'application des lois y relatives dans le Golan syrien occupé.

11. Le Gouvernement de la République arabe syrienne demande instamment au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au Conseil de sécurité, à la Haute-Commissaire aux droits de l'homme et au Président du Comité international de la Croix-Rouge d'amener Israël, Puissance occupante, à mettre fin à ses pratiques discriminatoires et racistes à l'égard de la population syrienne du Golan syrien occupé qui ont des répercussions sur l'état de santé de ces habitants et limitent leur accès aux services de santé, en particulier dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ainsi qu'à ses pratiques portant atteinte à l'environnement et détruisant les ressources naturelles, notamment les ressources en eau. Au fil des ans, les autorités d'occupation israéliennes ont enfoui environ 1 500 barils de déchets nucléaires dans une vingtaine de sites dans le Golan syrien occupé, notamment dans les régions de Nachbat el-Mouqbila, de Qasr Sbib et de Birket Marj el-Mann, en violation flagrante du droit international et de la quatrième Convention de Genève. Ces violations représentent un terrible danger permanent car elles font peser de multiples

périls sur le Golan syrien occupé et la vie de ses citoyens syriens, ainsi exposés, entre autres, à des risques de cancers, qui sont maintenant la cause de 30 % des décès.

12. Le Gouvernement syrien souligne que les parties internationales susmentionnées doivent amener Israël, Puissance occupante, à cesser de prendre des décisions péremptoires qui interdisent aux habitants syriens du Golan syrien occupé de se rendre en Syrie, leur patrie, par le point de passage de Qouneïtra. Ces mesures israéliennes arbitraires vont à l'encontre des conventions de Genève et des autres normes et instruments internationaux. Outrepasant toutes les limites juridiques et morales, elles ont été imposées à la seule fin d'infliger des souffrances matérielles, psychologiques et physiques aux Syriens du Golan occupé. La Syrie demande que les autorités d'occupation israéliennes soient contraintes d'ouvrir le point de passage de Qouneïtra, afin de permettre aux citoyens syriens du Golan syrien occupé d'aller dans leur pays et de rendre visite à leurs proches.

13. La République arabe syrienne condamne les attaques israéliennes répétées et incessantes menées sur le territoire syrien, par le survol du Golan syrien occupé, qui entraînent des pertes en vies humaines et causent des dommages aux bâtiments publics et privés, et demande instamment à la communauté internationale de s'acquitter de ses responsabilités en amenant Israël à renoncer et à mettre fin à son agression, qui met gravement en péril la sécurité et la stabilité dans la région. Elle souligne que pour assurer la stabilité au Moyen-Orient et préserver la crédibilité de l'ONU, il faut prendre les mesures nécessaires pour faire appliquer toutes les résolutions internationales visant à mettre un terme à l'occupation israélienne des territoires arabes, y compris le Golan arabe syrien, et à amener Israël à se retirer de ces territoires jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, en particulier les résolutions [242 \(1967\)](#), [338 \(1973\)](#), [497 \(1981\)](#) et [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité.

14. Le Gouvernement de la République arabe syrienne réitère son rejet des tentatives de pérennisation de l'occupation du Golan menées par les autorités d'occupation israéliennes et les États qui appuient leurs politiques colonisatrices et condamne les violations persistantes du droit international, des résolutions du Conseil de sécurité sur la question et des dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, que la Puissance occupante commet depuis plus de 54 ans dans le Golan syrien occupé sans qu'aucune mesure ne soit prise pour l'en dissuader. Il demande une nouvelle fois à l'ONU et à ses États Membres attachés au droit international à amener Israël, Puissance occupante, à mettre fin à l'occupation du Golan syrien et à ne reconnaître aucun statut juridique découlant d'une quelconque violation des règles péremptoires du droit international par les autorités d'occupation israéliennes.

15. Le Gouvernement de la République arabe syrienne souligne notamment qu'il importe de s'abstenir d'apporter toute aide aux autorités d'occupation israéliennes, en particulier dans les domaines économique, commercial et touristique et pour ce qui est de faciliter le maintien des implantations israéliennes ou l'établissement de nouvelles colonies qui leur permettraient de pérenniser l'occupation du Golan syrien occupé et de continuer de violer les droits de sa population arabe syrienne.

16. Le Gouvernement de la République arabe syrienne demande une fois de plus à la communauté internationale et aux organisations internationales de surveiller les violations flagrantes par Israël du droit et des principes internationaux, des droits humains fondamentaux et de la quatrième Convention de Genève, d'exprimer clairement leur rejet de ces violations et d'amener Israël, Puissance occupante, à mettre un terme à ses politiques de colonisation illégales, à l'oppression de la population syrienne du Golan syrien occupé et à l'occupation du Golan syrien occupé.